

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CM-CIC Leasing Solutions S.A.S

Société par actions simplifiée au capital de 193.179.258 euros
Siège social : Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX
RCS NANTERRE 352 862 346

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 Avril 2025

I - Bilan

Actif (En milliers d'euros)	Notes	2024 31-décembre	2023 31-décembre
Créances sur les établissements de crédit	2_6	221 592	317 939
Opérations avec la clientèle	2_6	3 233	2 654
Participations et autres titres détenus à long terme	2_10	1	1
Parts dans les entreprises liées		111 294	111 294
Crédit-bail et location avec option d'achat	2_7	1 229 780	851 565
Location simple	2_8	1 568 957	1 484 861
Immobilisations incorporelles	2_12	2 088	
Immobilisations corporelles	2_11	1 235	1 542
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	2_13	135 524	64 285
Comptes de régularisations	2_14	28 369	28 067
Total de l'actif		3 302 073	2 862 208

Passif (en milliers d'euros)	Notes	2024 31-décembre	2023 31-décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	2_6	2 854 930	2 422 695
Opérations avec la clientèle	2_6	11 407	10 821
Dettes représentées par un titre			
Provisions techniques ENTP d'assurance			
Autres passifs	2_13	35 962	32 497
Autres produits d'assurances			
Comptes de régularisations	2_14	64 184	71 683
Dépôt de garantie à caractère mutuel			
Provisions	2_15	6 949	7 012
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	2_16	328 639,7	317 498,94
- capital souscrit		193 179	193 179
- primes d'émission		36 921	36 921
- réserves		114 161	114 161
- écart de réévaluation			
- provisions règlementées et subventions d'investissement			
- report à nouveau (+ / -)		-26 762	-36 497
- résultat de l'exercice (+ / -)		11 141	9 735
- acomptes sur dividendes versés			
Total du passif		3 302 073	2 862 208

Hors-Bilan (en milliers d'euros)	Notes	2024 31 Décembre	2023 31 Décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement	2_17	937 309	1 151 612
Engagements de garantie			
Engagements reçus			
Engagements de financement	2_17	100 000	100 000
Engagements de garantie			

II – Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	2024 31-décembre	2023 31-décembre
Intérêts et produits assimilés		9 020	7 368
Intérêts et charges assimilées		-72 095	-40 419
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	3_1	509 919	437 265
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	3_2	-446 033	-390 494

Produits sur opérations de location simple	3_3	852 665	787 787
Charges sur opérations de location simple	3_4	-760 020	-719 646
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	3_5	12 366	11 980
Commissions (charges)	3_6	-17 109	-13 438
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé			
Autres produits d'exploitation bancaire	3_7	24 389	22 144
Autres charges d'exploitation bancaire	3_8	-20 475	-18 821
Produits nets des autres activités			
Produit net bancaire		92 628	83 726
Charges générales d'exploitation	3_9	-63 859	-63 782
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-324	-322
Résultat brut d'exploitation		28 444	19 623
Cout du risque	3_10	-15 195	-8 456
Résultat d'exploitation		13 250	11 167
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		13 250	11 167
Résultat exceptionnel			
Dotations/reprises de FRBG et provisions règlementées			
Impôt sur les bénéfices		-2 109	-1 432
Résultat net		11 141	9 735

III. – Annexes

1 - Annexes aux comptes sociaux au 31/12/2024

1.1. Faits marquants

Les salariés de la filière leasing du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont été regroupés sur l'entité CML France. Cette dernière a ainsi mis en place une prestation de service à l'égard des autres entités de leasing CM-CIC Leasing Solutions et Bail Actea.

1.2. Méthodes et principes comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux sociétés de financement. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de CCLS au 31 décembre 2023.

CM-CIC Leasing Solutions S.A.S. (CCLS) présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat.

1.2.1 Géographie de l'activité de la société

L'essentiel de l'activité de CM-CIC Leasing Solutions, ainsi que son résultat, se réalisent en France.

1.2.2. Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société financière les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. La date de début d'amortissement pour les actifs amortis en linéaire correspond à la date de mise en service du bien (date du procès-verbal de livraison du bien). En comptabilité statutaire, la durée d'amortissement retenue est la durée fiscale admise.

Durée d'amortissement des principaux biens en location :

Famille matériel	Loi d'amortissement	Durée d'amortissement
Photocopieur	Dégressif	60
Imprimante	Dégressif	60
Mini-ordinateur	Dégressif	48
Environnement micro	Dégressif	48
Radio téléphonie	Linéaire	36
Péri-informatique	Dégressif	48
Véhicule utilitaire	Linéaire	48

La technique du saupoudrage s'applique uniquement aux biens en cours de location amortissables fiscalement en dégressif. Cette technique consiste à utiliser les possibilités fiscales d'amortissement dégressif en saupoudrant la différence entre la dotation linéaire minimale et la dotation dégressive maximale. L'amortissement pratiqué à

la clôture de l'exercice est donc égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément d'amortissement compris entre la dotation minimum (amortissement linéaire) et la dotation maximum (amortissement dégressif). Pour les immobilisations contentieuses amortissables en dégressif, l'amortissement maximal est pratiqué. Au 31 décembre 2024, la technique du saupoudrage a été mise en œuvre.

Pour les immobilisations louées à des tiers présentant un risque de non recouvrement, CM-CIC Leasing Solutions constitue des dépréciations.

Les moins-values fiscales de cessions sont assimilées à des compléments d'amortissement de l'exercice et figurent à ce titre dans les charges sur opérations de crédit-bail et charges sur opérations de location simple au débit du compte de résultat.

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié. A compter de la date de résiliation, les immobilisations sont amorties fiscalement en dégressif sur la période fiscale restant à courir.

En parallèle, une comptabilité financière est tenue. Dans ce cadre, ces opérations sont enregistrées pour la même valeur d'immobilisation. L'amortissement financier se substitue à l'amortissement comptable, cet amortissement financier étant calculé sur la durée du contrat de location, durée qui permet la reconstitution du capital initialement engagé.

Il existe différentes méthodes de calcul des amortissements financiers, la méthode retenue par CM-CIC Leasing Solutions étant la méthode dite ITE décalé (Intérêts à terme échu décalé).

L'amortissement financier peut être défini comme la part du loyer affectée à la reconstitution du capital initialement engagé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Le capital engagé correspond à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan. Le décalage qui existe entre l'amortissement comptable constaté dans les comptes sociaux et l'amortissement financier constaté dans la comptabilité financière constitue la réserve latente. Cette réserve n'est pas constatée dans les comptes sociaux.

1.2.3. Créances

1.2.3.1. Créances saines

Les créances sur la clientèle correspondent aux factures de loyers émises mais non encore réglées. Elles figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations.

Les loyers sont constatés en comptabilité à la date d'échéance. En outre, les factures courues non échues (facturation à terme échu) et échues non courues (facturation à terme à échoir) de loyers non mensuels sont respectivement provisionnées et extoumées des produits de loyers afin de rattacher les produits à l'exercice concerné.

1.2.3.2. Créances douteuses

Conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes comptables relatif au traitement comptable du risque de crédit, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, l'encours est classé en encours douteux :

- s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- si indépendamment de l'existence d'un impayé, le client est en procédure contentieuse.

Le déclassement en douteux entraîne par contagion le déclassement en encours douteux de l'ensemble des contrats de ce client.

Les encours douteux pour lesquels la date d'échéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée sont classés en encours douteux compromis. Quel que soit le statut du contrat, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

1.2.3.3. Dépréciation des créances

Les mouvements sur provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont enregistrés en coût du risque.

Afin de couvrir le risque de dépréciation du matériel, une provision est constatée en comptabilité statutaire dont le principe est de provisionner, pour les contrats en statut douteux, l'assiette en risque c'est-à-dire l'écart entre la Valeur Nette Comptable (VNC) et la valeur estimée du matériel.

1.2.4. Immobilisations à usage de l'entreprise

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur prix de revient interne si ces immobilisations sont produites par la société.

Les amortissements, comptabilisés au poste du compte de résultat « dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles », sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon les méthodes linéaire et dégressive. Les immobilisations incorporelles développées par la société pour son propre usage sont amorties au moment de leur mise en production et pour la durée estimée d'utilisation ; un amortissement exceptionnel peut être constaté en cas de variation de la durée estimée initialement.

Pour les immobilisations à l'usage de l'entreprise, les méthodes d'amortissements ont été les suivantes :

Type	Mode	Année
Immobilisations corporelles		
Agencement & installation	Linéaire	5 ans, 9 ans,
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

1.2.5. Engagements à long terme accordés aux salariés

Depuis l'exercice 2021, CM-CIC Leasing Solutions a souscrit auprès d'une Compagnie d'Assurances (ACM), un contrat IFC retraite afin de couvrir la totalité des engagements en matière d'indemnités de fin de carrières.

CM-CIC Leasing Solutions enregistre à son bilan les provisions pour médailles du travail. Ces avantages à long-terme ont été calculés par les assurances du crédit mutuel en date du 31 décembre 2024.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des engagements sont les suivantes :

- le taux d'actualisation retenu est de 3.5 %,
- Le taux d'augmentation des salaires est évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel ;
- l'âge de départ en retraite est estimé globalement à 64 ans sur la base des lois en vigueur.

1.2.6 Intérêts, produits et charges assimilés

Ils représentent les intérêts des emprunts intra-groupes et le coût des refinancements à court terme. Les intérêts et agios sont enregistrés prorata temporis en résultat.

1.2.7. Charges et produits assimilés sur opérations de crédit-bail et de location simple

Les produits sur opérations de crédit-bail et de location simple représentent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice auxquels s'ajoutent les plus-values comptables réalisées lors de la cession des matériels en fin de location ainsi que les frais de dossiers.

Les loyers sont généralement facturés d'avance, mais ils peuvent dans certaines circonstances être facturés à terme échu. La périodicité peut être mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Les loyers sont enregistrés en produits constatés d'avance pour la période postérieure à la date d'arrêt, et en produits à recevoir pour la période courant de la dernière échéance à la date d'arrêt.

Les charges sur opérations de crédit-bail et de location simple correspondent aux amortissements admis par l'administration fiscale ainsi que les moins-values comptables réalisées lors de la cession des matériels en fin de contrat.

1.2.8. Commissions

La rubrique commission « produits » comprend principalement les montants reçus en qualité de courtier pour les produits d'assurance ainsi que les commissions d'intermédiation de la syndication.

La rubrique commission « charges » comprend essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

L'article 2131-1 relatif au traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours s'applique depuis le 1er janvier 2010. Les commissions et coûts relevant du périmètre d'application du règlement font désormais l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

1.2.9. Impôt sur les bénéfices

CM-CIC Leasing Solutions n'est pas partie intégrante d'une des conventions d'intégration fiscale de BFCM. À ce titre, elle règle, en son nom, à l'administration fiscale française l'impôt sur les sociétés dû.

1.2.10. Consolidation

CM-CIC Leasing Solutions est consolidée dans le groupe BFCM par la méthode de l'intégration globale.

1.2.11. Évènement post clôture

La société n'a pas identifié d'évènement postérieur à la clôture pouvant avoir un impact matériel sur les états financiers.

2 – Notes sur le bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité et représentent la part non échue de nos opérations

Note 2_1 - Ventilation des encours globaux (hors dépréciations)

	2024	2023
Encours sains	3 194 534	2 758 207
Encours douteux	107 337	89 048
Total des encours globaux	3 301 871	2 847 255

Note 2_2 - Ventilation des encours par secteurs géographiques

	2024	2023
Secteur Île de France	1 671 898	1 534 550
Secteur Nord-Est	319 276	216 809
Secteur Nord-Ouest	375 595	315 396
Secteur Sud-Est	625 451	548 076
Secteur Sud-Ouest	245 943	232 424
Non ventilés et divers	63 709	
Total des encours par secteurs géographiques	3 301 871	2 847 255

Note 2_3 - Ventilation des encours par secteurs d'activités économiques

	2024	2023
Secteur de l'industrie	279 666	249 304
Secteur des transports et communications	433 730	313 145
Secteur de la construction	367 972	313 855
Secteur des services	342 361	341 524
Secteur du commerce	463 560	413 065
Secteur de la santé et de l'action sociale	406 878	344 566
Secteur de production d'eau et d'assainissement	43 297	33 775
Secteur de l'activité scientifique	334 195	325 902
Secteur de l'activité financière	35 925	31 012
Secteur de l'agriculture et de la pêche	124 951	114 458
Secteur de l'information et de la communication	109 014	128 375
Secteur de l'hébergement et restauration	62 524	54 306
Secteur de production d'énergie	4 075	2 854
Secteur de l'activité immobilière	58 542	58 514
Secteur de l'enseignement	92 210	84 660
Secteur de l'art et des spectacles	38 689	37 940
Non ventilés et divers	104 282	0
Total des encours par secteur d'activités	3 301 871	2 847 255

Note 2_4 - Ventilation des encours par grands types de contreparties

	2024	2023
Entreprises non financières	2 831 429	2 322 724

Particuliers	9	256
Etablissements de crédit	211 946	290 340
Administrations publiques	196 391	176 621
Autres établissements financiers	62 096	57 314
Total des encours par grands types de contreparties	3 301 871	2 641 048

Note 2_5 - Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxe

	Créances Crédit	Créances Crédit-Bail et LOA	Créances Location simple	Total Créances	En cours
Solde au 31/12/2023	171	30 516	32 634	63 319	22 776
Dotations		16 358	19 271	35 629	23 139
Reprises		-7 264	-10 940	-18 204	-13 096
			0	0	
Solde au 31/12/2024	171	39 610	40 965	80 744	32 819

La dépréciation des encours n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux.

Les provisions pour dépréciation financière sont passées de 22 776 K€ au 31/12/23 à 32 819 K€ au 31/12/2024.

Le total des provisions pour dépréciation des créances est de 63 319 K€ au 31/12/2023 contre 80 744 K€ au 31/12/2024

Note 2_6 - Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

Actif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou Produits courus	Total
Caisse, banques centrales						
Créances sur les établissements de crédit	221 592	0	0	0	0	221 592
- A vue	221 592					221 592
- A terme	0	0	0	0	0	0
- Créances douteuses				0	0	0
- (-) Dépréciation des créances douteuses				0		0
- Créances rattachées					0	0
Operations avec la clientèle	462	980	1 605	172	14	3 233
- Créances clientèles	462	980	1 605	127		3 174
- Créances douteuses				216	0	216
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-171		-171
- Créances rattachées					14	
Crédit-bail et location avec option d'achat	109 518	289 362	898 981	77 276	1 376	1 376 513
- Immobilisations en location (encours financiers)	102 985	289 362	898 981	62 526		1 353 854
- Créances douteuses				54 360	0	54 360
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-39 610		-39 610
- Créances rattachées	6 533			0	1 376	7 909
Location simple	179 458	435 289	1 260 718	87 158	1 682	1 964 305
- Immobilisations en location simple (encours financiers)	163 157	435 289	1 260 718	67 919		1 927 083
- Créances douteuses				60 204	0	60 204
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-40 965		-40 965
- Créances rattachées	16 301				1 682	17 983
Totaux	511 030	725 631	2 161 304	164 606	3 072	3 565 643

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné

Passif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou Produits courus	Total
Dettes envers les établissements de crédit	410 022	400 000	840 000	1 183 000	21 908	2 854 930
- A vue	45 022					45 022
- Avance actionnaire	0					0
- A terme	365 000	400 000	840 000	1 183 000		2 788 000
- Dettes rattachées					21 908	21 908
Comptes créditeurs de la clientèle	11 407	0	0	0	0	11 407
- A vue	11 407					11 407
- A terme	0	0	0	0		0
- Dettes rattachées					0	0
Totaux	421 429	400 000	840 000	1 183 000	21 908	2 866 337

La part des opérations financées par le groupe Crédit Mutuel CIC est de 2 788 000 K€.

Note 2_7 - Crédit-bail et location avec option d'achat

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	1 767 480	1 633 489
- Acquisitions de l'exercice	813 141	472 711
- Sorties de l'exercice	-346 769	-338 720
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	2 233 852	1 767 480
- Amortissements au début de l'exercice	-934 722	-888 426
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-398 235	-343 934
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	309 410	299 886
- Provision sociale dépréciation immobilisations CB	-3 191	-2 248
Amortissements en fin d'exercice	-1 026 738	-934 722
Immobilisations nettes	1 207 114	832 758
Créances douteuses & compromises	14 757	11 725
- Créances douteuses	3 688	1 538
- Créances douteuses compromises	21 394	18 741
- Indemnités de résiliation	29 277	21 954
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-15 629	-12 303
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-23 973	-18 205
Créances rattachées	7 909	7 081
- Locataires débiteurs	6 533	5 895
- Loyers courus	1 376	1 186
- Autres	0	0
Total crédit-bail et location avec option d'achat	1 229 780	851 565

Note 2_8 - Location simple et location longue durée

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	3 204 733	2 970 233
- Acquisitions de l'exercice	818 170	819 439
- Sorties de l'exercice	-648 251	-584 939
- Autres	0	
Immobilisations en fin d'exercice	3 374 652	3 204 733
- Amortissements au début de l'exercice	-1 750 158	-1 629 876
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-643 948	-625 638
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	552 660	509 597
- Prov sociale dépréciation immobilisations LS	-1 469	-4 241
Amortissements en fin d'exercice	-1 842 915	-1 750 158
Immobilisations nettes	1 531 737	1 454 575
Créances douteuses & compromises	19 237	14 500
- Créances douteuses	1 745	1 665
- Créances douteuses compromises	21 733	26 796
- Indemnités de résiliation	36 725	18 674
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-15 224	-13 177
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-25 742	-19 458
Créances rattachées	17 983	15 785
- Locataires débiteurs	16 301	14 244
- Loyers courus	1 682	1 541
Total location simple et location longue durée	1 568 957	1 484 861

Note 2_9 - Intérêts courus à recevoir ou à payer

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
Actif		
- Créances sur les établissements de crédit	0	
- Créances sur la clientèle	10	0
- Crédit-bail & location avec option d'achat	1 376	0
- Location simple & location longue durée	1 682	0
Passif		
- Dettes envers les établissements de crédit		
A vue	0	0
A terme	0	21 908
Total	3 068	21 908

Note 2_10 Participations et autres titres détenus à long terme

Libellé des titres	Nombre de titres détenus	Valeur d'achat totale (en €)
Etablissements de crédit :		
- Banque Publique d'Investissement (BPI)	175	1 400
Total général	175	1 400

Note 2_11 - Immobilisations corporelles

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	3 677	3 415
- Acquisitions de l'exercice	17	0
- Sorties de l'exercice	0	0
	0	262
Immobilisations en fin d'exercice	3 694	3 677
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-2 135	-1 813
- Dotation de l'exercice	-324	0
- Reprise de l'exercice	0	0
- Autres	0	-322
Amortissements et dépréciations en fin d'exercice	-2 459	-2 135
Immobilisations nettes	1 235	1 542

Note 2_12 - Immobilisations incorporelles

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	800	800
- Acquisitions de l'exercice	2 088	0
- Sorties de l'exercice	0	0
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	2 888	800
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-800	-800
- Dotation de l'exercice	0	0
- Reprise de l'exercice	0	0
- Autres		
Amortissements et dépréciations en fin d'exercice	-800	-800
Immobilisations nettes	2 088	0

Note 2_13 - Postes "Autres actifs & autres passifs"

	2024	2023
Autres actifs		
- Etat - acomptes sur IS	0	
- Etat - TVA à récupérer	128 558	61 533
- Débiteurs divers	6 966	2 752
- Stock ITNL/CBM	0	0
Total	135 524	64 285
Autres passifs		
- Etat - Divers impôts et taxes (dont TVA)	9 888	7 895
- Fournisseurs et effets à payer	9 672	6 837
- Organismes sociaux & comptes liés aux salaires	316	2 085
- Dépôts reçus des locataires	641	977
- Subventions d'investissement (DRIRE)	0	0
- Créiteurs divers	15 445	14 703
- Autres	0	0
Total	35 962	32 497

Note 2_14 - Compte de régularisation

	2024	2023
Comptes de régularisations actif		
- Charges constatées d'avance	0	0
- Produits à recevoir	12 770	11 462
- Autres comptes de régularisation	15 599	16 605
Total	28 369	28 067

Comptes de régularisation passif		
- Charges à payer	16 839	30 587
- Produits constatés d'avance	27 283	26 550
- Autres comptes de régularisation	20 062	14 547
Total	64 184	71 684

Note 2_15 – Provisions

	Prov. Abondement	Provisions risques clientèle	Prov. Retraite personnel en activité	Prov. médailles du travail	Prov. pour risques divers	Solde
Solde au 31/12/2023	316	0	353	1 347	4 996	7 012
- Dotations		2 559		0	1 804	4 363
- Reprises	-312		-353	-1 334	-2 427	-4 426
- Autres			0	0	0	0
Solde au 31/12/2024	4	2 559	0	13	4 373	6 949

Note 2_16 - Variation des capitaux propres

	Solde au 31/12/2023	Affectation du Résultat	Résultat de l'exercice	Autres	Solde au 31/12/2024
- Capital	193 179			0	193 179
- Prime d'émission	36 921				36 921
- Réserves	114 161		0	0	114 161
- <i>Réserve légale</i>	21 859	0		0	21 859
- <i>Autres réserves</i>	92 302				92 302
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	0			0	0
- Ecart de réévaluation	0			0	0
- Report à nouveau	-36 497	9 735			-26 762
- Acomptes et dividendes versés	0				0
- Résultat de l'exercice	9 735	-9 735	11 141		11 141
- Total des capitaux propres	317 499	0	11 141	0	328 640

Note 2_17 - Tableau des engagements

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participation	Autres entreprises liées	Autres
Engagements donnés						
- Autres ouvertures de crédit	937 309					937 309
- Douteux	0					0
- Garanties en faveur des Ets de crédit	0					0
- Engagements en faveur de la clientèle	0					0
Engagements reçus						
- Concours irrévocables mis à la disposition d'Ets de crédit						
- Garanties reçues d'Ets de crédit						
- Engagements reçus de la clientèle						
- Engagements reçus d'Ets de crédit	100 000				100 000	
Engagements sur instruments financiers à terme						
- Swaps	0					0

3 - Notes sur le compte de résultat**Note 3_1 - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées**

	2024	2023
- Loyers	447 841	376 870
- Quote part de subvention virée au résultat	0	0
- Autres produits	17 638	15 668
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	15 824	13 101
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-5 768	-5 519
- Plus-values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	34 384	37 145
Total	509 919	437 265

Note 3_2 - Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

	2024	2023
--	-------------	-------------

- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	398 237	343 858
- Moins-values de cession des immobilisations de crédit-bail	37 272	37 202
- Commissions d'apport	0	
- Autres charges	10 524	9 434
Total	446 033	390 494

Note 3_3 - Produits sur opérations de location simple & location longue durée

	2024	2023
- Loyers	702 182	652 141
- Quote part de subvention virée au résultat	0	0
- Autres produits	48 338	41 083
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	0	0
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-6 284	-5 872
- Plus-values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	108 429	100 435
Total	852 665	787 787

Note 3_4 - Charges sur opérations de location simple & location longue durée

	2024	2023
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	643 948	624 970
- Moins-values de cession des immobilisations de crédit-bail	97 155	75 134
- Autres charges	20 917	19 541
Total	762 020	719 645

Note 3_5 - Commissions (Produits)

	2024	2023
- Commissions de "courtage"	12 363	11 944
- Autres commissions	3	36
Total	12 366	11 980

Note 3_6 - Commissions (Charges)

	2024	2023
- Commissions d'apport	17 107	13 429
- Autres commissions	2	9
Total	17 109	13 438

Note 3_7 - Autres produits d'exploitation bancaire

	2024	2023
- Autres produits sur prestations de maintenance	0	0
- Autres produits (*)	24 388	22 144
- Ventes gestion de stock		
Total	24 388	22 144

Note 3_8 - Autres charges d'exploitation bancaire

	2024	2023
- Autres charges sur prestations de maintenance	0	0
- Autres charges	20 475	18 821
- Achats gestion de stock		
Total	20 475	18 821

Note 3_9 - Charges générales d'exploitation

	2024	2023
- Frais de personnel	-1 191	40 587
- Impôts et taxes	1 887	2 755
- Services fournis par sociétés du groupe	57 987	11 179
- Services extérieurs	5 176	9 261
Total	63 859	63 782

Ventilation des frais de personnel	2024	2023
- Salaires et traitements	-5 864	22 914
- Charges de retraite		0
- Participation des salariés	114	625
- Intéressement des salariés	243	2 869
- Impôts et taxes sur rémunérations	-93	1 040
- Autres charges sociales	4 409	13 139
Total	-1 191	40 587

Effectifs moyen	2024	2023
- Cadre	2	263
- Non cadre (Dont 2 personnes détachées)	0	65
Total	2	328

Note 3_10 - Coût du risque

	2024	2023
- Dotations pour dépréciations des créances douteuses	-15 729	-9 305
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses utilisées	7 797	5 947
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses disponibles	0	0
- Créances irrécouvrables	-7 812	-5 675
- Récupérations sur créances amorties	549	577
- Autres		
- Provision sur risques spéciaux contentieux	0	0
- Provision pour participations bancaires	0	0
- Provision sur risques ITNL et divers	0	0
Total coût du risque	-15 195	-8 456

Note 4 - Note sur le résultat financier

Le passage du résultat comptable au résultat financier se détermine comme suit :

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat net comptable	11 141	9 735
Dotations nettes de reprise aux dépréciations et provisions financières	-10 043	-7 908
Excédent des amortissements comptables par rapport aux amortissements financiers	-1 632	565
Étalement des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours	2 182	-532
Autres éléments		
Dotations ou reprises aux provisions pour pertes latentes financières du matériel		
Dotations nettes de reprises aux dépréciations et provisions comptables	4 660	6 490
Impôts sur les bénéfices / forfaitaire annuel		
Résultat financier	6 306	8 350

Il contribue à l'évolution de la réserve latente :

Variation de la réserve latente CM-CIC LEASING SOLUTIONS	2024	2023
Réserve latente Net d'impôts différés - N	564 047	568 881
Variation de réserve latente net d'impôt différés	-4 834	-1 385
Réserve latente Net d'impôts différés N-1	568 881	570 266

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations (1)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice net ou perte (-) dernier exercice clos 2024	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	nette					
I. Renseignements détaillés										
A. Filiales (50% au moins du capital détenu par la société) (indiquer dénomination et siège social) - BAIL ACTEA 15 Rue du Palais Rihour-59800 LILLE	76 838	-44 705	100%	111 295	111 295			542 143	-28 991	

IV-Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2024
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

À l'associé unique
CM-CIC Leasing Solutions
Tour D2
17 Bis Place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CM-CIC Leasing Solutions relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (2-5. Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxes, 2-7. Crédit-bail et location avec option d'achat, 2-8. Location simple et location longue durée, 3-10. Coût du risque de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce, qui appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations

fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris - La Défense, le 7 avril 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Sophie SOTIL-FORGUES
Associée

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent TAVERNIER
Associé

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de la société.